MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR

BRÈVES ÉCONOMIQUES
PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 20 – du 16 mai au 23 mai 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : IRAN - SALON DES INDUSTRIES PÉTROLIÈRES ET POINT DE SITUATION SUR LE SECTEUR PÉTROLIER

LE CHIFFRE À RETENIR

47 Mds$

BESOINS D'INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PÉTROLIER

La 28ème édition du salon des industries pétrolières s'est déroulée à Téhéran du 8 au 11 mai. Elle a été marquée, lors de la cérémonie d'ouverture, par le discours particulièrement optimiste du Ministre du Pétrole, Jawal Owji. Rappelant la priorité accordée par son gouvernement aux projets à forte valeur ajoutée pour l'exportation, le Ministre a indiqué qu'au cours de la seule année 1402 (2023/2024), 79 projets – exploration, nouveaux forages, optimisation de l'extraction - avaient été menés à leur terme pour un investissement total de 16,5 Mds $. En 1403 (2024/2025), tandis que 50 nouveaux projets auraient été identifiés, nécessitant un investissement supplémentaire de 47,5 Mds $. Cet effort permettrait d'augmenter dès cette année la production de pétrole (+400 000 b/j), de gaz (+35 M m³) et de raffinage pétrolier (+50 000 barils). Quant aux exportations de brut, leur valeur aurait dépassé en 2023/2024 les 35 Mds $. Au total, la part de l'industrie pétrolière dans le PIB iranien se serait élevée, au cours de l'exercice budgétaire précédent, à 20%.

Le Ministre évalue à 60% la croissance de la production de pétrole en Iran depuis la prise de fonction du Président Raïssi, performance que réhausserait l'augmentation de la production de gaz (+54 M m³), de la capacité de raffinage gazier (+50 M m³), de la capacité de raffinage pétrolier (+220.000 barils/j) et de la production pétrochimique (+10 M t). Dans le même temps, la production du bloc 11 de *South Pars* – celui dont l'exploitation avait, avant 2018, été confiée au groupe TOTAL – aurait progressé de 12,5 M m³ (+30 M m³ supplémentaires prévus avant le terme de la présidence Raïssi), tandis que les opérations auraient démarré sur le bloc 14, dont le potentiel est évalué à 53,3 M m³. Enfin, les capacités de pression auraient été renforcées sur le champ *onshore* de *South Pars* grâce à un investissement supplémentaire de 20 Mds $.

La plupart de ces chiffres sont difficilement vérifiables et paraissent sujets à caution dans la mesure où les autorités iraniennes entretiennent, à dessein, l'ambiguïté sur les dates de référence. À titre d'exemple, l'OPEP évaluant à 28% seulement la croissance de la production pétrolière iranienne (de 2,485 à 3,188 M bpj) sur la période évoquée par M. Owji, on peut imaginer que celui-ci se réfère plutôt à celle des capacités de production lorsqu'il avance une progression de 60%.

Parmi les autres succès annoncés par le Ministre du Pétrole :

- **Raffinage** : réhabilitation de la raffinerie d'Abadan ; modernisation des raffineries d'Ispahan, Tabriz et Shiraz, désormais en mesure de produire un carburant de norme Euro 5 (en quantité toutefois limitée).
- **Nouveaux investissements** : 5 Mds $ pour le développement des champs de Karoun Ouest et Karoun Est, permettant une production de gaz supplémentaire de 11,5 M m³ (potentiel de 30 M m³) ; **13 Mds $ dans le développement conjoint de 7 nouveaux champs pétrolier avec l'Irak** ; **40 Mds $ réservés par le gouvernement au renforcement de l'efficacité énergétique** dans les transports, l'habitat résidentiel, les centrales électriques et l'industrie.
- **Pétrochimie** : création de 5 entreprises pétrochimiques à capitaux publics ; attribution à 13 entreprises pétrochimiques iraniennes de contrats portant sur la construction de 20 réservoirs gaziers.
- **Stockage** : augmentation **d'1 Md m³** de la capacité de stockage de gaz du pays.

Comme l'année précédente, les organisateurs assurent que 1500 entreprises ont exposé leur savoir-faire sur le site du salon, dont 250 sociétés étrangères, chinoises pour les trois quarts d'entre elles. Quelques entreprises russes, indiennes, allemandes et espagnoles étaient également représentées, ces dernières par le truchement d'un agent local.

Service Économique de Téhéran

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

ÉGYPTE

1. HUAWEI CLOUD LANCE LA 1ÈRE PLATEFORME DE SERVICES « CLOUD » DE LA ZONE EN ÉGYPTE.

Huawei Cloud, en coopération avec Telecom Egypt 1er opérateur du pays, a lancé une plateforme de services de cloud public en Égypte, la première dans le pays et en Afrique du Nord. Huawei Cloud se positionne en Égypte afin de capitaliser sur la densité du réseau de câbles sous-marins du pays (17 % des câbles sous-marins dans le monde et 70 % à 75 % de la data circulant entre l'Asie et l'Europe transitent par l'Égypte), recensant actuellement 14 systèmes et 18 d'ici 2025.

2. RETOUR À LA NORMALE POUR LE TRAITEMENT DES TITRES ÉGYPTIENS DANS L'INDICE MSCI.

L'un des plus grands fournisseurs d'indices boursiers, MSCI, met fin au traitement spécial des titres égyptiens en vigueur depuis mai 2023. La société explique que la liquidité du marché des changes et la capacité des investisseurs étrangers à rapatrier leurs capitaux des marchés en actions se sont améliorées. MSCI appliquera ainsi les changements méthodologies opérés sur les autres marchés il y a un an concernant le calcul du nombre d'actions et leur disponibilité pour les investisseurs étrangers. D'autres changements sont également à prévoir pour les sociétés cotées à l'EGX dont le passage de Talaat Moustafa Group de l'indice des titres à petite capitalisation à l'indice principal, son cours ayant augmenté de plus de 140 % du cours de son action depuis le début de l'année, rejoignant ainsi CIB et Eastern Company.

3. LOI POUR L'ACCÈS DU SECTEUR PRIVÉ DANS LA GESTION D'HÔPITAUX PUBLICS ET D'ÉTABLISSEMENTS DE SOINS.

S'inscrivant dans la stratégie du Gouvernement de développement du secteur privé dans l'ensemble des domaines de l'économie, le Parlement a approuvé en début de semaine un projet de loi autorisant le secteur privé à gérer et exploiter les hôpitaux publics et les établissements de soins de santé en Égypte. Il s'agira de contrats de concessions d'une période de 3 à 15 ans. Le Gouvernement s'est donné pour objectif d'augmenter la place du secteur privé dans le système d'assurance maladie universelle à 50 % d'ici 2027, contre 30 % actuellement. Depuis, le ministère de la Santé affirme collaborer avec le secteur privé pour créer dix hôpitaux dans dix gouvernorats du pays en deux ans, et augmenter les capacités de 3 000 lits.

IRAK

1. AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE DU KURDISTAN D'IRAK.

La production de pétrole de la région autonome du Kurdistan est estimée à plus de 300 000 b/j, en augmentation régulière après un point bas de moins de 100 000 b/j. en août 2023. Ce niveau de production reste très inférieur au niveau de production de l'ordre de 450 000 b/j. avant l'interruption des exportations via l'oléoduc vers la Turquie fin mars 2023. La chute de production du Kurdistan avait permis au gouvernement de Bagdad d'augmenter sa production et ses exportations depuis les champs pétroliers du sud du pays, dans le respect relatif de ses engagements dans le cadre de l'OPEP+. La grande majorité de la production du Kurdistan est vendue aux raffineries de la région à des prix estimés autour de 30 USD/baril (le pétrole du Kurdistan est majoritairement produit par des entreprises pétrolières indépendantes). Principal producteur, la compagnie norvégienne DNO exploite deux champs (Tawke et Baeshiqa) avec une production actuelle d'environ 80 000 b/j, contre plus de 100 000 b/j avant mars 2023. Le groupe canadien Shamaran exploite également deux champs (Atrush et Sarsang) pour une production moyenne au 1er trimestre 2024 de 57 000 b/j contre 67 000 b/j sur la même période en 2023. Le 3ème opérateur est a société britannique Gulf Keystone, qui exploite le champ de Shaikan, dont la production actuelle est de 48 000 b/j, proche de son niveau antérieur. Ces trois groupes représentent plus de 60% de la production totale de la région du Kurdistan.

IRAN

1. ACCIDENT MORTEL DU CHEF DE L'ÉTAT APRÈS L'INAUGURATION D'UN PROJET FRONTALIER AVEC L'AZERBAÏDJAN.

Alors que le Président Ebrahim Raïssi venait d'inaugurer le 19 mai, en compagnie du Président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliev, le barrage hydroélectrique Qiz Qalasi, construit sur la rivière Aras avec une capacité de rétention d'eau de 62 M m³ pour une production annuelle de 270 GWh d'électricité, son hélicoptère s'est écrasé près de la ville de Djolfa, dans la province iranienne d'Azerbaïdjan oriental. Conformément à la constitution, le vice-président, Mohammad Mokhber, assurera l'intérim et une nouvelle élection sera organisée le 28 juin 2024. La durée du mandat du nouveau président sera, conformément aux dispositions constitutionnelles,

de 4 ans et son nouveau cabinet sera formé deux semaines après la cérémonie d'investiture. Pour la première fois depuis 43 ans, l'élection du parlement et celle du président coïncideront donc.

2. BANQUE CENTRALE : ALLOCATION DE DEVISES ÉTRANGÈRES EN 2023/2024

Au cours de l'exercice 2023/2024, les allocations de devises pour les importations se sont élevées à 69,4 Mds $, réparties comme suit : **i)** 18,6 Mds $ au taux NIMA1 (1$ = 285 000 IRR), dont 74,9 % pour le secteur agroalimentaire, 20,1% pour le secteur pharmaceutique et les équipements médicaux, et 5 % pour le secteur industriel ; **ii)** 32,2 Mds $ au taux NIMA 2, dont 92,3% pour le secteur industriel, 5,8% pour le secteur agroalimentaire et 1,9% pour le secteur pharmaceutique et les équipements médicaux ; **iii)** 18,6 Mds $ au taux ICE, dont 75,4% pour le secteur industriel, 20,4% pour le remboursement de la dette publique en devises étrangères et 0,1 % pour le secteur pharmaceutique et les équipements médicaux, 4,1 % pour le secteur agroalimentaire. Les importations totales de produits industriels, agroalimentaires et pharmaceutiques se sont élevées respectivement à 44,6 Mds$, 16,5 Mds$ et 4,9 Mds$. Il convient de noter qu'une minorité (1,2 Mds$) des importations au taux NIMA1 du secteur pharmaceutique ont exceptionnellement bénéficié d'un taux préférentiel de 1$ = 42 000 IRR au lieu de 1$ = 285 000 IRR. D'après le gouverneur de la Banque Centrale, les objectifs pour l'exercice 2024/2025 sont :

- La création d'un nouveau forum, d'un montant de 9 Mds $, afin de répondre à la demande des sociétés paraétatiques et privées d'importer des produits de groupes 2, 3 et 4 : matières premières, biens intermédiaires, produits de moindre priorité.
- L'émission de 3 Mds $ de titres obligataires en devises pour financer les projets de l'industrie pétrolière (à l'instar de ce qui avait été réalisé pour financer le projet de raffinage de gaz de Bidboland).
- La mise en œuvre d'un projet de « Rial offshore » pour faciliter les échanges commerciaux avec trois pays voisins : Russie, Afghanistan et Irak.

3. CONTRÔLE DES PRIX DE L'IMMOBILIER.

Le gouvernement iranien a promulgué, le 16 mai dernier, une nouvelle loi destinée à contrôler les prix de l'immobilier à la vente et à la location. Quatre dispositions principales sont censées permettre la poursuite de cet objectif, dans un contexte national d'hyperinflation :

- Instauration, dans les provinces où le taux d'inflation est supérieur à 30%, d'un plafond de hausse des loyers fixé entre 50 et 100% du taux d'inflation global au maximum.
- Recensement par les municipalités de tous les logements vides.
- Taxation du foncier non utilisé et des logements vides, le produit de ces taxes étant reversé au budget des municipalités.
- Renforcement du contrôle sur les agents immobiliers et les sites internet de transactions immobilières.

Pour mémoire, en 2023, le rythme d'augmentation des loyers s'est établi, dans les grandes villes iraniennes, entre 40 et 55%.

ISRAËL

1. MESURES POUR LIMITER LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE 2025 À 3%.

Une nouvelle procédure de déclaration volontaire va permettre, jusqu'à fin 2025 probablement, de régulariser sans poursuite judiciaire les revenus jusque-là cachés à l'autorité fiscale israélienne. Les bénéfices provenant des cryptomonnaies sont particulièrement visés par cette mesure de droit fiscal qui permettra d'imposer les contribuables jusque-là négligents. L'État attend entre 2 et 3 Mds ILS de recettes nouvelles. La dernière mesure comparable (2014-2016) avait rapporté 3,5 Mds ILS.

Par ailleurs, un programme de **taxation de la High Tech** va être soumis au ministre des Finances afin de renforcer **la prévisibilité et la stabilité** de la législation fiscale israélienne affectant les investisseurs étrangers dans ce secteur. Le programme sera particulièrement attentif à sécuriser l'évaluation des prix de transferts et de la propriété intellectuelle ainsi qu'à permettre une plus grande souplesse en matière de changements de structures juridiques ou de définition de la notion d'établissement permanent. Cette mesure vise à rassurer les fonds étrangers et à maximiser les recettes fiscales dans les années à venir.

2. PRIVATISATION DE LA POSTE.

Deux consortiums ont remis des offres pour reprendre la poste israélienne (**Israel Postal Company**). Le gagnant est Milgam (51,7% des parts) – Phoenix - Leiman Schlussel. Son offre de 461 M ILS est bien en deçà des attentes du Ministère des

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

Communications. L'appel d'offres a toutefois fait l'objet d'une relance et il est peu probable que l'État puisse obtenir mieux. La poste israélienne est peu efficace et sa remise à niveau, y compris pour sa branche bancaire, devrait, selon les experts, prendre plusieurs années.

3. RÉSEAU ÉLECTRIQUE AUTOUR DE LA BANDE DE GAZA.

La reconstruction et la reconfiguration des alentours de la bande de Gaza pourrait être l'occasion de renforcer la production d'énergies renouvelables et de moderniser le réseau local. Cette région voisine du désert est déjà productrice d'électricité photovoltaïque mais, à la faveur des projets de reconstruction, le ministère israélien de l'Energie souhaite y renforcer substantiellement la part de cette énergie propre. Cela devait passer par des investissements dans le réseau mais aussi dans le solaire agricole.

JORDANIE

1. HAUSSE DE L'INDICE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE AU 1ER TRIMESTRE 2024.

Selon le département des statistiques (DoS), l'indice de production industrielle s'est élevé à 85,29 au premier trimestre (T1) 2024, contre 84,38 au T1 2023, ce qui représente une hausse de +1,08 % en glissement annuel (g.a.). L'analyse par secteur montre que cette augmentation est principalement liée au secteur manufacturier – lequel représente 88,7 % de la production industrielle – qui a enregistré une hausse de production de +0,14 % en g.a. L'industrie extractive (5,4 % de la production industrielle) et le secteur de l'électricité (5,9 % de la production industrielle) ont eux aussi observé des hausses, respectivement de +16,4 % et +3,3 % en g.a.

2. BAISSE DE 50% DES REVENUS DU SECTEUR DE LA RESTAURATION AU 1ER TRIMESTRE 2024.

Selon le syndicat jordanien des propriétaires de restaurants et de confiseries, le résultat d'exploitation du secteur de la restauration aurait enregistré une baisse de -50 % en g.a. au T1 2024. Ce résultat s'explique, selon le syndicat, par la faible demande - principalement liée à la diminution du pouvoir d'achat des consommateurs et à la baisse de moral dans le contexte de la guerre à Gaza - ainsi qu'à une augmentation des prix des denrées alimentaires. Selon le syndicat, la situation ne devrait pas s'améliorer dans les mois qui viennent, alors que la saison estivale correspond en temps normal à un pic d'activité pour les restaurateurs.

LIBAN

1. LES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS TOUJOURS STABLES À 6,7 MDS $ EN 2023.

Les transferts de fonds des expatriés vers le Liban se sont élevés à 6,7 Mds USD en 2023, selon les dernières estimations de la Banque du Liban. Cela constitue une légère hausse de 4,1% par rapport à 2022. Ce montant est demeuré relativement stable et comparable aux niveaux d'avant crise. Sur la période 2008-2023, le Liban a reçu en moyenne 7,03 Mds USD par an de transferts des expatriés. S'ils ne représentaient que 15 à 20% du PIB d'avant crise, ces volumes représentent actuellement plus du tiers du PIB. Destinés à soutenir le pouvoir d'achat des familles, ils constituent désormais, pour certains ménages les plus modestes, leur seule source de revenus en devises étrangères.

PALESTINE

1. BALANCE COMMERCIALE AU 1ER TRIMESTRE 2024.

Selon les rapports publiés par le Bureau Central des statistiques, le volume des exportations et des importations palestiniennes a connu une baisse significative (-32% sur une base annuelle) au premier trimestre 2024.

Le volume du commerce extérieur au premier trimestre 2023 a atteint environ 2,5 Mds USD, contre 1,7 Md USD au premier trimestre 2024. Le niveau de déficit commercial s'élevait à 1,11 Md USD au premier trimestre 2024.

Les exportations palestiniennes sont passées de 438 M USD au 1er trimestre 2023 à 374 M USD au 1er trimestre 2024, soit une baisse de -15%.

Quant aux exportations palestiniennes à destination d'Israël, elles ont diminué de 22%, passant de 398 M USD au 1er trimestre 2023 à 311 M au 1er trimestre 2024.

Les importations se sont élevées à environ 1,48 Md USD au 1er trimestre 2024 contre 2,1 Mds USD pour la période correspondante de 2023, soit une baisse de 29%. Dans le même temps, les importations en provenance d'Israël ont diminué de 20 %.

2. TENSIONS SUR LE SYSTÈME BANCAIRE.

Le Ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, a de nouveau menacé le mercredi 22 mai de ne pas renouveler les lettres de confort garantissant les transactions de deux banques israéliennes

(Hapoalim et Discount) avec les banques palestiniennes.

Alors que cette décision du gouvernement israélien risque de paralyser le système bancaire palestinien, la secrétaire américaine au Trésor, Janet Yellen, a mis en garde Israël le 23 mai, sur ses conséquences qui déstabiliserait davantage l'économie de la Cisjordanie confrontée à une crise économique majeure depuis le 7 octobre 2023.

3. LES PERTES DU SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Selon un communiqué publié par le Bureau central des statistiques et le Ministère des Communications et de l'Économie numérique, 93% de la population de la bande Gaza avait accès l'internet avant le 7 octobre 2023. Avec 75 % du réseau hors service, la raréfaction du carburant nécessaire au fonctionnement des générateurs ainsi que les coupures de courant, la valeur des pertes d'infrastructure pour le secteur des TIC, six mois après le début de la guerre à Gaza, s'élèverait à 223 M USD.

SYRIE

1. DES SOCIÉTÉS IRANIENNES S'IMPLANTENT DANS LE SECTEUR DES ASSURANCES.

Le gouvernement syrien a donnée des agréments à deux compagnies d'assurance iraniennes afin d'opérer dans le secteur assurantiel syrien.
L'une des deux sociétés, Al-Mawaddah International Insurance Company Private JSC, pourra fournir des services d'assurance conventionnelle tandis que l'autre, Al-Salam International ReInsurance Company Private JSC, pourra offrir des services de réassurance.
Al-Mawaddah et Al-Salam sont toutes deux détenues majoritairement par des institutions du secteur privé iranien, avec des partenaires minoritaires syriens, dont la plupart sont des entités publiques. Les sociétés iraniennes détiennent respectivement 68,75% et 66% du capital des deux sociétés.
Le marché syrien de l'assurance, qui était déjà modeste avant le début du soulèvement de 2011, s'est contracté à l'occasion de la guerre au cours des dix dernières années. Selon la Commission syrienne de surveillance des assurances, l'organisme de réglementation du secteur, les primes totales collectées par les 13 sociétés opérant sur le marché s'élevaient à 291 Mds SYP l'année dernière, l'équivalent de 23 M USD au taux de change officiel et de 20 M USD au taux parallèle.

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION - 2023 (MILLION)	FMI / WEO	105,7	43,3	86,5	9,8	10,3	5,4	5,5	23,2
PIB (MDS USD) - 2023	FMI / WEO	394	255	366	522	51	18*	17	8,2*
PIB / HAB. (USD) - 2023	FMI / WEO	3770	5883	4234	53195	4498	3365*	3531	353
CROISSANCE PIB RÉEL (%) - 2023	FMI / WEO	3,8	-2,7	3,0	1,5	2,4	-0,5	-6,0	-5,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) - 2023	FMI / WEO	-6,0	-7,7	-5,5	-4,2	-5,3	-1,3*	-3,0	n/a
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2023	FMI / WEO	96	49	31	62	112	181	47	n/a
RATING COFACE	COFACE	C	E	E	A3	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	Statistiques officielles	35,7	4,0	30,9	3,0	1,3	70,4	5,9	n/a
PMI	Statistiques officielles	47,4	n/a	39.6	47,4	n/a	48,4	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1761	336	282	1870	348	370	17	22
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) 2023	Douanes françaises	1098	1629	41	1467	47	98	4	5

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS
A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international
RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL - AMBASSADE DE FRANCE AU LIBAN
RUE DE DAMAS - RAS EL NABAA - BEYROUTH - LIBAN - ✉ : beyrouth@dgtresor.gouv.fr